

par RENÉE FREGOSI\*

## De « nouveaux » leaders politiques

FACE AUX CRITIQUES à l'égard des partis politiques et des classes dirigeantes, ont émergé toute une série de nouveaux venus en politique. Répondant en partie à une crise de légitimité politique mais aussi à des aspirations plus profondes de pans entiers des sociétés qui jusque-là étaient exclus de la décision politique, de nouvelles personnalités prennent la tête de mouvements sociaux et de partis politiques. L'apparition de ce que l'on appelle de façon hâtive des partis « anti-système » et de ce que l'on considère comme des outsiders de la politique contribuent à un renouvellement sinon des façons de faire de la politique, du moins du personnel politique médiatisé. Ces nouvelles figures de leaders politiques appartiennent souvent à de nouvelles formations politiques mais aussi à des partis plus anciens, voire à des partis dits « traditionnels » des différents panoramas politiques nationaux.

Les années 1990-2000 montrent un renouvellement du personnel politique par rapport aux années 1960-1980. Nous voyons apparaître dans la quasi-totalité des pays :

1. des figures nouvelles à la tête de nouvelles formations politiques (de création récente, post-dictature) mais aussi souvent de partis plus anciens;
2. des types de personnalités inhabituelles en politique qui s'emparent de ces espaces;
3. enfin, des forces politiques et des leaders qui n'avaient jamais été au pouvoir et surtout dont on aurait jamais pensé qu'ils puissent y accéder, qui se retrouvent élus dans les assemblées et à la présidence de la République.

---

\* Renée FREGOSI, maître de conférences et directeur de Recherche à l'IHEAL/CREDAL, Université Paris 3 Sorbonne-Nouvelle, auteur, notamment, de *Altérité et mondialisation. La voie latino-américaine*. Éd. Ellipses, Paris 2006.

## Changements de personnel et changements de contexte

Il s'agit par conséquent de distinguer et d'articuler deux types d'événements: d'une part, les transformations intervenues dans les systèmes partisans et d'autre part, les phénomènes de renouvellement du personnel politique proprement dit. Parmi les nouveaux leaders, on retrouve des femmes, des jeunes, des syndicalistes, des indigènes, des religieux, des militaires. Certains peuvent cumuler ces caractéristiques: ainsi, Hugo Chavez, le Vénézuélien, et Ollanta Humala, le Péruvien, sont des militaires qui revendiquent leurs origines ethniques; Evo Morales est à la fois ancien syndicaliste et Indien Aymara et Michelle Bachelet, une femme qui vient du milieu des ONG.

En quoi donc constituent-ils une nouveauté?

La première chose à souligner est une évidence: cette période 1990-2000 marque l'achèvement de la période d'autoritarisme qui caractérisait les années 1970-1980 dans la région. Cuba exceptée, l'ensemble des pays latino-américains connaissent des démocraties politiques plus ou moins étendues et approfondies. Partout, la déclaration universelle des droits de l'Homme, les élections libres et transparentes, la séparation des pouvoirs et leur contrôle par la société constituent la référence et tendent à s'implanter durablement. Le passage de dictatures ou de démocraties limitées à des démocraties dignes de ce nom, constitue le premier fondement du renouvellement politique.

Le deuxième élément du changement d'époque produisant ses effets dans la sphère politique est constitué par l'émergence et le renforcement des sociétés civiles qui s'émanent des matrices étato-centriques. Souvent ancrées dans la résistance polymorphe aux dictatures, les sociétés civiles latino-américaines d'aujourd'hui se sont diversifiées et structurées dans la période qui a suivi la dictature. Des porte-parole de différents segments sociaux constitués en acteurs sociaux ont donc émergé sur la scène médiatique.

Le troisième élément fondamental de ce renouveau politique consiste dans l'augmentation considérable du facteur médiatique dans les deux dernières décennies. Dans le même temps, on est passé de la dictature à la démocratie et de la démocratie des notables et des partis à la démocratie du public ou de l'opinion, selon les catégories de Bernard Manin. Cette évolution n'est pas propre à l'Amérique latine. Partout dans le monde, la dimension médiatique est devenue essentielle dans la vie politique et l'on voit se produire des phénomènes similaires de renouvellement des figures politiques. Les moyens de communication de masses donnent alors une audience inespérée à des personnages qui ne viennent pas forcément du monde politique. Usant d'une célébrité précédemment acquise ou se construisant une image à partir

d'un élément de leur personne valorisé par la mode, ils se lancent dans l'arène politique comme Fernando Collor de Melo au Brésil, un commentateur de télévision, Bernard Tapie, un chef d'entreprise en France, Arnold Schwarzenegger, un acteur, aux États-Unis, George Weah, un ancien footballeur, au Libéria ou Tony Halme, un boxeur, en Finlande.

Un quatrième trait constitutif de cette novation politique réside précisément dans la dimension internationale ou transnationale du phénomène. Partout, quels que soient les contextes géographiques et politiques et y compris dans des espaces soumis à des formes extrêmes d'autoritarisme (dictature militaire de Birmanie, République islamiste d'Iran, autocratie civile de Tunisie ou de Côte d'Ivoire), des personnages nouveaux, de différentes natures, se font une place sur la scène politico-médiatique.

## Des religieux

Phénomène relativement peu étudié en Amérique latine, l'apparition en politique de personnalités religieuses est cependant importante et doit, à mon sens, être reliée partiellement à une réflexion globale sur les évolutions politiques de ces vingt dernières années. Plusieurs pays de la région sont en effet touchés par le phénomène et tout particulièrement le Brésil.

Comme le note dans *Le Monde Diplomatique* d'avril 2004, Regina Novaes, professeur à l'université fédérale de Rio de Janeiro: «La visibilité des évangéliques dans la politique est apparue après la dictature militaire, au moment de la refonte de la Constitution brésilienne (1988). Les diverses organisations ont uni leurs forces pour que la nouvelle Constitution ne privilégie les catholiques ni dans le calendrier, ni dans l'utilisation des espaces publics, ni dans la législation qui régule la philanthropie. Elles ont fait élire, à cette occasion, trente-deux députés fédéraux qui, à partir d'un large éventail de différents partis politiques, ont formé le "banc évangélique"».

Les élections de 1990 leur ont accordé moins de poids, mais, dans les suivantes, le nombre de leurs parlementaires a augmenté. En 1998, quarante-trois évangéliques ont été élus. L'Église universelle du royaume de Dieu (EURD) a compté à elle seule quinze représentants fédéraux et vingt-six députés d'État dans dix-sept États et dans le district fédéral. En 2004, soixante-deux députés fédéraux étaient évangéliques, dont dix-huit de l'EURD.

Cette intrusion du religieux dans la politique est multiforme, ne concerne pas seulement les Églises évangélistes et ne revêt pas forcément un caractère conservateur ou réactionnaire. Ainsi, la théologie de la libération a essaimé des leaders politiques

notamment au Nicaragua, au Brésil ou en Colombie. Comme nous allons le voir avec les différentes catégories de nouveaux leaders, leurs expressions sont souvent ambivalentes – il leur arrive d'être conservateurs sur certaines questions et progressistes sur d'autres – et même ambiguës en présentant à la fois des propos nationalistes et internationalistes, libéraux et autoritaires, traditionalistes et modernistes.

Par ailleurs, cette activité des religieux en politique est à analyser en relation avec des phénomènes de même ordre dans d'autres régions du monde vivant des problèmes identitaires et souffrant de graves disparités et de profondes déceptions face aux derniers développements du capitalisme. Quant au retour du religieux, qui appelle bien d'autres considérations, nous voulons simplement signaler qu'il fait partie à part entière d'une problématique générale sur les nouveaux leaders politiques.

## **Des femmes**

Un personnage apparu récemment sur la scène politique brésilienne illustre le mélange des genres au cœur du renouvellement politique: Heloisa Helena, une dissidente du PT qui invoque la bible contre le capitalisme. Sénatrice de 44 ans, candidate à la présidentielle de 2007 au nom du parti qu'elle a créé en 2003, le Parti Socialisme et Liberté (PSOL), elle attire par sa sincérité et sa façon de rompre avec la politique politicienne traditionnelle brésilienne. Ce sentiment de rejet voire de dégoût à l'égard des politiciens installés constitue en effet un des soubassements les plus solides du choix des électeurs en faveur de candidates femmes.

On assiste ainsi à la multiplication des figures féminines dès les années 1990 et le phénomène se conforte au début des années 2000, illustré à merveille par la concurrence au sein de la *Concertacion* chilienne entre Soledad Alvear et Michelle Bachelet au Chili en vue des présidentielles de 2005-2006. On notera également la candidature de droite de Lourdes Flores au Pérou en 2006, de différentes personnalités politiques venues de la société civile ou des partis traditionnels en Argentine: Graciela Fernandez Meijide (FREPASO) dès 1997, Elisa Cario (ARI, ex UCR) qui explose sur la scène politique à l'occasion de la crise de décembre 2001, Cristina Fernandez Kirchner (PJ/*Frente para la Victoria*) députée puis sénatrice à plusieurs reprises et dernièrement, élue dans la province de Buenos Aires en 2005 contre une autre péroniste, Hilda Duahlde.

Noemi Sanin obtient 30% en Colombie à l'élection présidentielle de 2002, Leila Rachid est ministre des affaires étrangères au Paraguay depuis 2003. Ces personnalités de premier plan font suite à des élues de grandes municipalités: Luisa Erundina à Sao

Paulo en 1989 au titre du PT puis élue députée au nom du PSB, bien avant Marta Suplicy (élue à son tour en 2001) ou encore Irene Saez, l'ex-miss univers, élue à deux reprises dès 1992 maire de Chacao, une banlieue chic de Caracas, et gouverneur de l'État de Nueva Esparta avant d'être un temps pressentie par le parti COPEI pour les présidentielles de 1998. Citons encore Mireya Moscoso la présidente du Costa Rica de 1999 à 2004, bien que les médias ne se soient jamais emparés de son image, assez conservatrice il est vrai.

Les élections de Présidents de la République ne procèdent pas toujours d'avancées féministes ni même d'une évolution marquante de la condition des femmes dans les pays concernés. Ainsi en Inde, au Pakistan, au Bangladesh, au Sri Lanka, aux Philippines ou en Birmanie, les élections de femmes ou de filles de grands leaders disparus (souvent assassinés par des régimes dictatoriaux) manifestent davantage le monopole des hautes castes sur le pouvoir politique que de véritables avancées en matière de lutte féministe. Et lorsque les couches populaires et les basses castes n'ont comme choix que de s'en remettre à un leader ou à un autre, mais appartenant toujours aux élites, ils peuvent souvent être tentés de confier leur sort à une personne du sexe auquel on attribue traditionnellement une certaine bienveillance charitable et le bon sens du quotidien. C'est sans doute un élément qui entre aussi en ligne de compte dans l'élection d'Ellen Johnson-Sirleaf au Liberia en novembre 2005. Toutefois, toutes ces élections entrent en résonance avec des progrès globaux en matière de droits des femmes à l'échelle de la planète et un recul persistant de la natalité partout sur le globe qui manifeste une autonomie croissante des femmes quelle que soit la nature et l'emprise de la religion dominante.

En Amérique latine, la victoire électorale de Violetta Chamoro au Nicaragua en 1990, ne signifiait pas non plus une avancée féministe, il s'agissait plutôt du contraire. Non seulement la présidente élue portait en étendard le nom de son mari défunt (journaliste assassiné sous la dictature somoziste à laquelle il s'opposait) mais elle a joué pendant sa campagne et durant toute la durée de son mandat sur l'image maternelle et la thématique de la sensibilité féminine pour promouvoir des réformes anti-féministes. La dimension protectrice et rassurante de mère et assistante sociale que l'on attribue traditionnellement aux femmes est difficile à évacuer; aussi n'était-elle d'ailleurs pas totalement absente de la campagne de la pourtant féministe Michelle Bachelet élue au Chili en janvier 2006. Pédiatre, responsable d'ONG sociale et humanitaire, la candidate socialiste a eu beau ne pas mettre son drapeau dans sa poche et proclamer bien haut qu'elle était agnostique et divorcée, ses slogans et ses thèmes de campagne n'étaient pas sans rapport, ne serait-ce qu'au niveau subliminal, avec son visage de femme douce et forte à la fois.

Outre son appartenance politique qui lui assurait un très bon score au départ, Michelle Bachelet a apporté une personnalité exemplaire: une femme de convictions tout à fait sincère, qui donne confiance aux gens car elle est « normale »: elle ne semble pas appartenir à une nouvelle élite coupée de la vie des gens. Elle a insisté sur cet aspect de proximité dans ses slogans de campagne: « avec toi ». Elle a par ailleurs montré ses capacités et sa rigueur comme ministre de la Défense en gérant sans esprit de revanche les militaires parmi lesquels les responsables de la mort de son père et des tortures qu'elle et sa mère ont subies. Sa réussite électorale est alors une triple victoire: victoire de la coalition de centre-gauche la *Concertation*, victoire des socialistes et victoire personnelle. Car une image a toujours plusieurs facettes. C'est également ce que l'on constate chez les militaires en politique à notre époque démocratique.

## **Des militaires**

Comme les religieux et les femmes, les militaires aussi peuvent être de droite ou de gauche. Cette présence des militaires en politique est remarquable à travers le monde. L'Amérique latine n'est pas un cas isolé même si la région présente une tendance lourde dans ce domaine. Certes, on y voit réapparaître dans les années 1990-2000, des figures de triste mémoire comme Aldo Rico, le putschiste argentin de 1986 ou pire, son compatriote, ancien responsable de la répression à Tucuman à la fin des années 1970, Antonio Domingo Bussi et aussi Efraim Rios Montt l'ancien dictateur guatémaltèque, Hugo Banzer en Bolivie et d'autres bien moins sinistres comme Hugo Chavez en premier lieu, mais aussi Lucio Gutiérrez en Équateur et Ollanta Humala au Pérou.

Mais on trouve également Alexandre Lebed en Russie, le général à la retraite Wesley Clark, prétendant démocrate à la Maison Blanche en 2004 ou encore le général Philippe Morillon, élu député européen de la circonscription Grand-Ouest en France en 1999. La présence des militaires en politique constitue une longue tradition dans certains pays, notamment en France, de Bonaparte au général de Gaulle en passant par le général Boulanger et en Amérique latine, depuis les indépendances comme dans d'autres régions du monde (Asie du sud-est et Moyen-Orient en particulier); elle illustre en partie le caractère autoritaire de ces différentes histoires nationales. Mais la présence de personnages militaires dans la vie politique démocratique à partir des années 1990 peut avoir plusieurs types de signification.

On peut schématiquement établir deux grandes catégories de militaires latino-américains en politique à partir des années 1990: ceux issus des anciennes dictatures

et qui se sont plus ou moins amendés et réformés mais parmi lesquels on trouve de sinistres figures non repenties comme Bussi ou Rios Montt et ceux, appartenant à une nouvelle génération, qui retrouvent le chemin des militaires populistes des années 1940 et même progressistes des années 1970.

C'est parmi ces derniers, que l'idéologie de la refondation nationale va à nouveau prendre forme. L'archétype d'un nouveau populisme militaro-progressiste est proposé par Hugo Chavez en tout premier lieu, suivi par Ollanta Humala au Pérou en particulier. On peut également souligner le caractère militarisé du monde politique à travers la figure révolutionnaire post-moderne du sous-commandant Marcos. Cet apparent « retour en politique des militaires » doit être analysé dans la perspective générale du néo-populisme et non pas comme une nouvelle vague de militarisme et son cortège de mesures autoritaires, de restrictions des libertés et de répressions. Le phénomène néo-populiste étant très complexe et multifacé, il nous faut d'ailleurs signaler que la multiplication des candidatures féminines peut à certains égards s'y rattacher.

### **Des Indigènes, des syndicalistes, des leaders de gauche**

Cette arrivée massive de nouvelles figures politiques à partir des années 1990 constitue bien sûr un phénomène complexe et ambivalent. On peut voir s'y combiner différentes aspirations parfois contradictoires entre elles, mais qui précisément se résolvent momentanément dans cette solution du changement de personnel politique. En cela, la dimension renouvellement politique est à mettre en relation avec ce que l'on peut considérer comme un retour au populisme entendu comme capacité à rassembler des demandes éparées vers un but commun : « le changement ». Qu'y a-t-il de plus floue, vague et vide, que cette idée du changement ? C'est pourtant à cause même de cette vacuité que ces nouveaux leaders vont pouvoir agréger derrière eux des groupes différents et les faire ensemble converger dans la construction d'une majorité politique. Ernesto Laclau, analysant les populismes comme des mouvements capables de *popular-democratic interpellation* est fort utile pour analyser ce phénomène de la nouveauté des leaders politiques.

Peu importe alors qu'ils soient réellement des nouveaux venus en politique ou des vieux militants comme Tabaré Vasquez ou Michelle Bachelet, Ignacio Lula ou Evo Morales. Ce qui compte c'est leur capacité à incarner la nouveauté : Tabaré et Lula prouvent qu'il est enfin possible à la gauche d'accéder au pouvoir sans provoquer de coup d'État. Lula, Bachelet et Morales prouvent que les ouvriers, les femmes et les

Indiens peuvent accéder à la charge suprême et, partant, tout devient possible pour tous. Il n'est plus besoin alors de faire appel au vieux discours révolutionnaire pour rendre l'espoir à tous ceux qui ont été exclus du pouvoir, des honneurs, du savoir et de la richesse.

## À gauche ?

Alors, chacun mettra l'accent sur tel ou tel thème et en appellera à la révolution comme Chavez, à la culture ancestrale comme Morales, à la proximité humaniste comme Bachelet, à la dynamique latino-américaine comme Lula ou à la solidarité de ceux d'en bas contre ceux d'en haut comme Humala. Mais le point clé consiste dans cette volonté de rupture avec l'ordre politique traditionnel, que ce soit avec des moyens progressistes et réformistes ou avec des moyens plus radicaux. D'ailleurs quelle que soit la tonalité plus ou moins autoritaire, les dimensions de la démocratie et de la réforme sont présentes partout et le pragmatisme de gouvernement est de rigueur par-delà les discours souvent combatifs.

C'est pourquoi il est si difficile de savoir si tous ces leaders sont ou non de gauche. Eux-mêmes oscillent entre revendication d'appartenance à la gauche et répudiation des clivages traditionnels droite/gauche. Ils sont de gauche dans le sens d'une volonté commune de s'attaquer non seulement à la pauvreté mais aux inégalités, à cet ordre injuste des oligarchies et des privilégiés. Ils sont de gauche dans la mesure où ils sont des forces de mouvement, de changement contre l'ordre établi, l'ordre des choses, le *statu quo*. Mais dans la mesure où la gauche politique fait elle aussi partie à certains égards du monde ancien, de la politique traditionnelle, elle se trouve remise en cause plus ou moins profondément par les uns et par les autres.

Certains vont attaquer violemment des partis affiliés à l'Internationale Socialiste et les coups vont porter d'autant plus que ces forces politiques ont été plus ou moins profondément discréditées par leur action gouvernementale passée : c'est le cas de la gauche argentine, UCR et Frepaso confondus, ou encore de AD au Venezuela et du MIR bolivien et moins radicalement pour les partis libéraux au Costa Rica et en Colombie et pour l'APRA au Pérou. Mais les coups sont également portés contre des partis qui n'ont pas démerité au gouvernement comme le Ps chilien. Partout, c'est la vieille classe politique en place qui s'accroche à ses mandats qui se trouve bousculée par des candidatures nouvelles.

Les effets de ces nouveaux leaders sur la politique sont eux aussi ambivalents. D'un côté ils permettent une véritable régénération du monde politique par le chan-

gement des cadres et par l'intrusion de la base dans le choix de ce renouvellement. Mais d'un autre côté, la politique des médias fait passer le plébiscite pour de la démocratie participative. L'autoritarisme de nouveaux chefs charismatiques est souvent patent comme chez Chavez en particulier. Les effets de la médiatisation du politique viennent alors compliquer encore la consolidation d'une démocratie de partis à refonder. Renouant avec une tradition caudilliste, l'usage des médias modernes permet de globaliser le phénomène au niveau national et passant au-dessus de la démocratie de partis, associe certains caractères du vieux parlementarisme de notables à une sorte de démocratie du public des plus négatives.

De nouveaux partis ont en effet vu le jour tout au long des années qui ont suivi les transitions à la démocratie. Certains n'ont été que les instruments électoraux d'une candidature personnelle. Ce fut le cas par exemple, au Paraguay en 1993 avec Guillermo Caballero Vargas et *Encuentro Nacional* ou en 2003 avec Pedro Fadul et *Patria Querida*, au Pérou en 1990 avec Alberto Fujimori et Cambio 90, puis Nueva Mayoría en 1995 et Perù 2000, et aussi en 2001 avec Alejandro Toledo et *Perù Posible?*; en Équateur en 2002 avec Lucio Gutierrez et *Sociedad Patriótica*, ou encore en Colombie en 2002 avec Alvaro Uribe et *Colombia Democrática*. Ces partis sont souvent éphémères mais parfois, ils se structurent et deviennent des éléments durables dans un système partisan rénové. Il en sera peut-être ainsi du parti du président Uribe à nouveau vainqueur aux élections de mai 2006 et il semble acquis que le parti de Chavez (avec lequel il gagna les élections de 1998, le *Partido para la Quinta República*) s'est durablement installé dans le panorama politique au Venezuela, comme le MAS de Evo Morales en Bolivie.

Il s'agit donc de suivre à la fois les trajectoires des nouveaux leaders et d'analyser la restructuration des systèmes partisans et la rénovation des pratiques politiques pour comprendre les évolutions de fond à l'œuvre en Amérique latine aujourd'hui. Si elle n'est pas faite dans une simple perspective journalistique, purement événementielle, la prise en compte des facteurs de nouveauté et de renouvellement du personnel politique se révèle en effet un élément essentiel de l'analyse globale qui ré-interroge notamment les notions de gauche politique, de populisme et de société civile.

Renée Fregosi

Cet article reprend l'intervention faite par l'auteur au colloque de l'Institut d'Histoire sociale, le 22 juin 2006.

